

Brochure n° 3125

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1586. – INDUSTRIES CHARCUTIÈRES**  
**(Salaisons, charcuteries, conserves de viandes)**

**AVENANT N° 6 DU 13 OCTOBRE 2017**  
**RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE DES SALARIÉS**  
NOR : ASET1751131M  
IDCC : 1586

Entre  
FICT

D'une part, et  
FGTA FO  
FGA CFDT  
CFE-CGC Agro

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent avenant a pour objet de modifier les dispositions de l'accord du 6 octobre 2006 relatif au régime de prévoyance applicable dans le cadre de la convention collective des industries charcutières (charcuteries, salaisons, conserves de viandes) n° 3125.

En effet, les partenaires sociaux ont décidé de modifier la répartition des cotisations relatives aux garanties conventionnelles existantes entre l'employeur et le salarié, et le taux de cotisation correspondant. Le taux global (0,78 %) est inchangé.

**Article 2**

L'article 6 de l'accord : « Cotisations et répartitions », modifié par l'avenant n° 5 du 15 avril 2015, est remplacé comme suit :

Les cotisations calculées sur les salaires bruts, dans la limite des tranches A et B sont déterminées comme suit :

*(En pourcentage.)*

GARANTIE	TAUX DE COTISATION TA-TB	PART EMPLOYEUR	PART SALARIÉ
Décès et invalidité permanente et totale	0,19	0,14	0,05
Rente éducation OCIRP	0,09	0,045	0,045

GARANTIE	TAUX DE COTISATION TA-TB	PART EMPLOYEUR	PART SALARIÉ
Incapacité de travail	0,19	–	0,19
Invalidité 1 <sup>re</sup> , 2 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup> catégorie	0,31	0,205	0,105
Total	0,78	0,39	0,39

### **Article 3**

#### *Date d'effet*

Le présent avenant prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### **Article 4**

#### *Dépôt. – Extension*

Le présent avenant est établi en vertu des dispositions du code du travail relatives à « la négociation collective – les conventions et accords collectifs du travail ».

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique, l'extension du présent avenant en application des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 13 octobre 2017.

(Suivent les signatures.)